

Robert Marconis : « Il est désolant de voir dans quel état se trouve le canal du Midi »

Ce mardi, à 17h30 à l'hôtel d'Assézat, Robert Marconis, professeur émérite des universités, anime une conférence sur le canal du Midi. Interview.



Robert Marconis, professeur émérite des Universités (c)
David Saint-Sernin

Ce mardi 19 mars, à 17h30 à l'hôtel d'Assézat (salle Clémence Isaure, rue de Metz), Robert Marconis, professeur émérite des Universités, anime une conférence sur le canal du Midi intitulée : « Canal du Midi : un avenir incertain pour une voie d'eau historique. Son interview avant la conférence.

Ce mardi, vous animez une conférence sur le canal du Midi intitulée « Un avenir incertain pour une voie d'eau historique ». En quoi la situation actuelle n'est pas brillante?

Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir aux années 70 quand la principale activité économique du Canal, celle de la batellerie, a décliné progressivement pour laisser la place à la seule activité touristique, celle de plaisance. À l'époque, un conflit a mis aux prises barquiers et plaisanciers. Les premiers voulaient que le canal soit aménagé sur toute sa longueur pour laisser passer des péniches de plus grand gabarit ce qui nécessitait de lourds travaux au niveau des écluses. Les seconds, soucieux de préserver le patrimoine, étaient opposés à cette modernisation qui s'est finalement interrompue en 1983 avec la mise en service de la pente d'eau de Fonserannes. Entre les portions modernisées, aux deux extrémités, autour de Toulouse et de Béziers, 124 kilomètres ont ainsi subsisté dans leur état antérieur. Ne pouvant utiliser le canal, avec des bateaux plus grands, la batellerie commerciale a alors progressivement disparu, laissant les plaisanciers occuper la voie d'eau. Et le canal s'est progressivement dégradé.

Quel a été le rôle des autorités dans cette dégradation?

L'Etat, tenant compte de la disparition des barques de commerce et d'une activité désormais saisonnière, a réduit l'entretien du canal et diminué les effectifs d'éclusiers. En 1992, il a confié l'administration de la voie d'eau à un établissement public, Voies Navigables de France (VNF), qui a poursuivi cette politique. La dégradation de l'ouvrage s'est alors aggravée, laissant craindre le pire...

« Les crédits ne sont pas suffisants pour la remise en état du canal et de ses ouvrages d'art et aucun leadership ne s'est réellement dégagé, en l'absence d'un projet global et cohérent »

Le classement du Canal du Midi au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1996 a-t-il réellement changé la donne?

Il a permis de reconnaître officiellement la valeur patrimoniale du canal du Midi et d'enrayer sa dégradation grâce à une augmentation des crédits d'entretien. Il a aussi permis d'éviter le scénario du morcellement où chaque collectivité territoriale aurait géré selon ses propres objectifs la partie du canal la concernant. Malgré cela on assiste depuis 1996 à une valse hésitation. Les crédits ne sont pas suffisants pour la remise en état du canal et de ses ouvrages d'art et aucun leadership ne s'est réellement dégagé, en l'absence d'un projet global et cohérent. Personne n'a porté le dossier au plan politique... Pendant ce temps, si la mémoire des pierres a été préservée, avec la batellerie, a disparu une autre dimension importante du patrimoine : la mémoire des hommes...

Ce classement a l'UNESCO peut-il être remis en cause?

La menace existe, aggravée par le problème du chancre coloré du platane qui impose le remplacement de milliers d'arbres au cours des prochaines années. Mais la question principale reste de savoir quel projet on veut pour le canal du Midi et qui en sera le porteur. Aujourd'hui, le scénario du morcellement du canal menace à nouveau avec la multiplication des initiatives de collectivités locales ou d'intérêts privés. A l'appui de crédits publics insuffisants, faut-il chercher des mécènes? Toutes ces questions doivent être tranchées rapidement car il est un peu désolant de voir dans quel état se trouve le canal.

À ce titre, la portion toulousaine du canal est un cas d'école...

Il est vrai que de nombreuses communes, même celles qui auraient pu le mettre en valeur, ont fait un peu n'importe quoi. À Toulouse, cela va être difficile d'effacer 40 ans de « modernisation », notamment aux abords de l'écluse de Matabiau où le béton et des berges mal nettoyées, isolées par d'imposants grillages, donnent une bien triste image de la ville aux voyageurs. On attendait qu'un diagnostic canal accompagne le projet Garonne lancé par la mairie. Rien n'est venu pour le moment, ce qui semble prouver qu'il est plus facile de construire un projet patrimonial autour de la Garonne plutôt que sur le canal du Midi dont l'environnement a été beaucoup plus dégradé.